

Procès Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé à la CPI Rejet d'une nouvelle demande de Madame Bensouda : les signes d'une insuffisance des moyens de preuves ?

08 février 2018

Débutée en janvier 2016, la première phase du procès Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé devant la CPI s'est achevée le 19 janvier 2018 avec la présentation du dernier témoin de l'accusation. Dans l'attente du nouveau calendrier des audiences pour la présentation des témoins de la défense, le bureau du Procureur s'est vu refuser une nouvelle requête auprès de la Cour, libellée comme suit : « Demande de prorogation de délai déposée par l'Accusation en vertu de l'article 35 du Règlement de la Cour et demande de présentation de six documents en vertu du paragraphe 43 des Instructions sur la conduite de la procédure ».

Le juge-président Cuno Tarfusser aurait refusé d'accéder à cette nouvelle demande de la Procureure Fatou Bensouda. L'on se souvient, en effet, que la Procureure avait déposé, le 31 juillet 2017, 983 nouvelles preuves dont elle demandait l'introduction au dossier. Il s'agit donc d'une énième demande d'introduction de nouveaux éléments de preuves qui soulève plusieurs interrogations.

Est-ce là la preuve d'une insuffisance de l'instruction qui a présidé à l'ouverture du procès ? Alors que les enquêtes dans le cadre de ce procès ont duré plus de cinq (5) ans. De plus, la Procureure a eu deux (2) années pour présenter ses témoins. De telles attitudes viennent donc confirmer l'hypothèse d'enquêtes préliminaires bâclées et renchérir l'hypothèse que les instructions et dépositions de témoins n'aient pu valablement participer à la manifestation de la vérité.

Somme toute, l'OïDïH loue la décision de rejet de la Cour face à cette demande et l'encourage également au respect des règles du procès équitable. L'OïDïH exhorte, par ailleurs, la Cour à plus de vigilance.

Par l'Equipe de l'Observation de procès

L'observation des procès post crise en Côte d'Ivoire est une initiative de l'OïDïH, avec le soutien financier de Trustafrika et de American Jewish World Services (AJWS).

